

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Toulouse, le 12 juin 2014

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de  
l'Ariège  
Subdivision Environnement Industriel  
ENV4

Affaire suivie par : Yann DEFFIN  
N/Référ : KP/YD/2014/780

Téléphone : 05 61 15 37 53  
Télécopie : 05 61 15 39 88  
Courriel : yann.deffin  
@ developpement-durable.gouv.fr

**Objet :** Mise en place de garanties financières pour la mise en sécurité des installations - Fixation du montant et constitution

**Pj:** Projet d'arrêté complémentaire

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PREFET de la Haute-Garonne**

### **I ETABLISSEMENT**

Raison sociale : VEOLIA Eau – Compagnie Générale des Eaux

Adresse de l'établissement : 2 chemin des Daturas – BP 10503 – 31205 TOULOUSE cedex 2

Activité principale : Incinération des boues de la station de Toulouse-Ginestous

Numéro S3IC : 068.2369

### **II. CONTEXTE REGLEMENTAIRE**

La loi n° 76-663 du 16 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement avait introduit l'obligation de garanties financières pour la mise en activité de certaines installations classées. La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages est venue élargir leur champ d'application aux installations classées présentant des risques importants de pollution ou d'accident, définies par décret en Conseil d'État.

Le décret d'application de cette loi a été signé le 3 mai 2012 (n° 2012-633). Ces dispositions sont codifiées aux articles R. 516-1 à R. 516-6 du Code de l'environnement. Ces dispositions sont applicables au 1er Juillet 2012.

Afin de mettre en œuvre cette réforme, trois arrêtés d'application ont été publiés au Journal officiel. Ces arrêtés concernent :

- les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines (arrêté signé le 31 mai 2012, publié au JO du 23 mai 2012) ;

- la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement (arrêté du 31 mai 2012, publié également au JO du 23 mai 2012) ;
- les modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement (arrêté du 31 juillet 2012, publié au JO du 8 août 2012).

Les exploitants des installations concernées doivent présenter au préfet un document attestant de la constitution de garanties pour les installations existantes des annexes 1 et 2 de l'arrêté du 31 mai 2012, avant le 1er juillet 2014 ou avant le 1er juillet 2019 (cf. liste en annexe 2 de l'arrêté du 31 mai 2012).

### III. SITUATION ADMINISTRATIVE

La société VEOLIA Eau – Compagnie Générale des Eaux est autorisée par arrêté préfectoral du 19 janvier 2001 modifié à effectuer une activité d'incinération des boues de la station de Toulouse-Ginestous sur la commune de Toulouse.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques suivantes:

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinea	Volume des activités
2771	Incinération des résidus urbains (boues de l'usine de dépollution de TOULOUSE-GINESTOUS)*	Deux lignes d'incinération de boues d'épuration, capacité 0,9 t de matières sèches par heure et par ligne.  Capacité totale : 8000 tonnes/an de matières sèches en situation normale.  14 000 tonnes de matières sèches en situation exceptionnelle**

\* l'unité n'incinère que des déchets non dangereux.

\*\* le tonnage maximum annuel autorisé à être traité en situation normale est 8000 tonnes de matières sèches par an. En cas de difficulté d'élimination des boues en agriculture, le dépassement de ce tonnage annuel ne peut être autorisé qu'après l'accord du service chargé de la police des eaux sur présentation d'un dossier de demande accompagné des justificatifs techniques, financiers ou administratifs.

Par courrier du 23 décembre 2013 complété par message électronique du 12 juin 2014, la société a fourni un calcul du montant de la garantie financière applicable aux installations relevant des rubriques susvisées.

La proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garantie supérieur à 75 000 euros; ce calcul a été validé par l'inspection.

L'exploitant doit maintenant constituer des garanties financières correspondantes conformément aux dispositions des articles R.516-1 5° et suivants du Code de l'Environnement.

### IV. PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, nous proposons à Mr le Préfet de la Haute-Garonne de fixer par arrêté complémentaire le montant des garanties financières applicables à la société VEOLIA Eau – Compagnie Générale des Eaux à la somme de **178 084.98** euros tel que l'a validé l'inspection.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire établi dans ce sens est joint au présent rapport pour être soumis à l'avis du CODERST.

Il a été communiqué à l'exploitant qui n'a pas formulé de remarques particulières.

l'Inspecteur de l'environnement

Yann DEFFIN

Vu et validé le 13/6/14  
L'inspecteur de l'environnement

Christine DACHICOURT-COSSART

